



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE

DE CUBA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE LA HAVANE

N° 3 – Avril 2021

Editorial

Le lien entre politique et économie est particulièrement étroit à Cuba et, notamment, actuellement avec :

→ **Les orientations attendues du VIII^{ème} congrès du Parti Communiste Cubain vers l'ouverture économique.** 8^{ème} du genre en 62 ans de Révolution (dernier en 2016), la tenue du congrès du parti communiste cubain (PCC), du 16 au 19 avril 2021, est un événement de première importance dans un pays « *d'économie socialiste planifiée* ». Le PCC, parti unique et « *force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat* », est l'instance suprême orientant et coordonnant la vie politique, économique et sociale du pays dont les décisions sont ensuite déclinées à tous les niveaux de la société. Le congrès traitera principalement de la gestion de « *l'après Castro* » (avec le retrait de la vie politique de Raul). Il devrait être marqué par un débat entre les « *historiques* » (dont la limite dans le temps reste l'âge) et les « *réformateurs* » (au 1^{er} rang duquel le Président de la République actuel, Miguel Diaz Canel, favorable à une ouverture progressive de l'économie). Si Miguel Diaz Canel succédera à Raul Castro au poste de Secrétaire Général (lui assurant une plus grande assise et maîtrise du pouvoir), davantage d'incertitudes entourent l'équilibre de répartition des autres membres du nouveau Bureau du parti. De la composition de ce dernier, entre réformateurs et historiques, dépendra l'accélération du calendrier de la transition économique initiée par l'équipe gouvernementale actuelle depuis l'été 2020.

→ **Le développement de vaccins cubains contre la Covid-19 et l'accélération de la vaccination pour relancer l'économie.** Dans le cadre de sa stratégie sanitaire, le gouvernement a privilégié le développement d'une production locale de vaccins afin de pouvoir maîtriser le programme de vaccination synonyme de relance de l'économie locale. Cuba travaille actuellement sur quatre projets de vaccins : *Mambisa*, *Soberana 1*, *Soberana 2* et *Abdala*, les deux derniers étant en phases III d'essais cliniques (*la dernière avant approbation*). Cette politique pourrait faire de Cuba le seul pays en développement, et le premier en Amérique latine, à être producteur de vaccins contre la pandémie (aux côtés des grandes puissances sanitaires mondiales). D'après les autorités sanitaires cubaines, le pays « pourrait » produire les vaccins nécessaires pour la totalité de la population (11,3 millions d'habitants) d'ici août 2021. L'objectif de l'immunité sanitaire avant la fin de l'année est, en effet, synonyme de relance de l'économie et, au 1^{er} rang, du tourisme, troisième source de devise du pays (dont les résultats ont été divisés par 4 en 2020).

L'expectative de ces deux projections politiques est donc grande pour l'avenir économique de l'île !

Marc Legouy, Conseiller Economique
marc.legouy@dgtresor.gouv.fr

Principaux indicateurs économiques à Cuba

	2018	2019	2020 (e)	2021 (p)
PIB nominal (Mds \$)	100,1	103,1	102,7	21,8
PIB/Habitant (\$)	8 820	9 100	9 070	1 930
Croissance du PIB réel	2,2%	-0,2%	-11,3%	2,7%
Inflation (moyenne annuelle)	6,9%	5,6%	7,7%	399,6%
Taux de chômage moyen	1,7%	1,3%	2,3%	3,7%
Solde public / PIB	-8,3%	-6,2%	-20,0%	-18,3%
Dette publique / PIB	53,0%	56,2%	69,4%	154%
Dette extérieure totale / PIB	30,5%	28,9%	27,9%	131,1%
Solde de la balance courante (M\$)	2 531	1 473	873	881
Exportations françaises (M€)	194	165	113	-
Importations françaises (M€)	27	24	16	-
Solde commercial (M€)	167	142	98	-
Entrée nette d'IDE (M\$)	1 006	805	644	708

Sources : Tableau élaboré par le SE à partir des statistiques officielles (ONEI), The Economist Intelligence Unit et des douanes françaises. Concernant les prévisions pour l'année 2021, l'unification monétaire et cambiale mise en place à partir du 1^{er} janvier 2021 lève certaines distorsions des prix présentant une image certainement plus fidèle de l'économie cubaine.

L'actualité économique cubaine

Stratégie d'expansion du secteur privé

Autorisé sur l'île depuis les années 1990, le **travail pour compte propre (TCP) compose l'essentiel du secteur non-étatique** en dehors de l'agriculture. S'il a connu un essor à partir de 2010, il demeure cependant embryonnaire. Fin 2020, l'île comptait plus de 600 000 entrepreneurs privés ou « *cuentalpropistas* », soit 13 % de la population active, employés majoritairement dans des secteurs à faible valeur ajoutée en rapport avec le tourisme.

Dans le cadre de la « stratégie économique et sociale » définie en juillet 2020 et pour faire face à la crise économique actuelle, **le Conseil des ministres a approuvé, le 5 février 2021, une mesure pour le perfectionnement du TCP.**

La législation cantonnait notamment jusqu'alors le travail pour compte-propre à une liste d'activités autorisées (127) fixée par l'Etat. **Elle sera remplacée par une liste de 124 activités interdites ou limitées, ouvrant de facto le travail pour compte-propre au reste des activités inscrites au CNAE (classificateur national des activités économiques), soit plus de 2 000**

activités économiques. L'Etat se réserve encore cependant de nombreux secteurs considérés comme stratégiques : sucre, tabac, santé, eau, électricité, hydrocarbures, mines, banque, presse, télécommunications ...

La réforme ouvre également la possibilité de mener plusieurs activités pour un même permis - la portée de la licence de travail pour compte-propre pouvant aller au-delà d'une seule activité. En parallèle, les démarches administratives pour l'obtention d'une licence de travailleur pour compte-propre seront assouplies et écourtées avec notamment **la mise en place d'un guichet unique.** A l'exception des services de fret et de transports (dépendant du ministère des transports), les interlocuteurs des autoentrepreneurs seront les directions municipales du travail qui approuveront les projets présentés, **plaçant les municipalités au centre du processus.**

Annoncée dès juillet 2020 dans le cadre de la stratégie économique et sociale, cette réforme était attendue par les entrepreneurs mais également par les économistes. Alors que l'économie cubaine stagne depuis des années et

que le PIB s'est contracté de 11% en 2020, **elle a le potentiel pour faire du TCP un véritable relais de croissance.** L'accès à de nouvelles activités, couplé à la réduction de la lenteur de la bureaucratie devrait, en théorie, permettre l'expansion du secteur privé qui a déjà prouvé par le passé son dynamisme et sa capacité d'adaptation malgré de nombreuses restrictions imposées.

Actuellement concentré dans les services (40% des licences), et tout particulièrement dans le tourisme, le travail pour compte-propre dépend grandement de ce secteur. La pandémie et ses conséquences pour les voyages internationaux se sont ainsi traduites par la chute de l'activité des *cuentapropistas*: plus de 250 000 d'entre eux ont suspendu temporairement leur licence. **La mesure porte ainsi les germes d'une diversification du tissu entrepreneurial privé,** source de meilleure soutenabilité pour le secteur.

Elle ouvre par exemple pour la première fois le secteur privé à la sphère de l'activité de transformation, notamment dans le secteur industriel. En dehors de l'agriculture, le secteur non-étatique pourrait ainsi contribuer à la restructuration de l'économie, notamment par le biais de la réactivation de certains pans de l'industrie en perte d'activités ces dernières années (textile, habit, cuir, papier...).

Enfin, elle représente **une source potentielle de création d'emploi indispensable** dans le cadre de

la réforme monétaire en cours qui pourrait contraindre à une restructuration de certaines entreprises étatiques en situation de faillite, accompagnée de licenciements. Le secteur privé, s'il ne peut pas générer tout l'emploi nécessaire, servira de variable d'ajustement.

De mal nécessaire dans les années 1990, **le secteur privé est désormais considéré comme indispensable au développement économique de Cuba par les autorités.** L'élargissement théorique de son champ d'application confirme définitivement qu'il fait partie de la stratégie à long terme du gouvernement **sans pour autant remettre en cause la structure d'une économie centralisée et la primauté de l'Etat.** Au grand dam de certains observateurs, **l'Etat s'est ainsi gardé l'exclusivité sur les secteurs majeurs de l'économie et surtout des importations** - un acteur privé devant nécessairement passer par un intermédiaire étatique pour importer des produits. **L'expansion du travail pour compte-propre,** une avancée politique certaine, n'en reste pas moins **une réforme dont les effets seront relatifs à court terme.** D'une part l'environnement actuel, notamment l'impact de la crise sanitaire, devrait enrayer le dynamisme du secteur, d'autre part d'autres réformes complémentaires seront nécessaires pour que la première prenne toute son envergure.

Rémi Mantet-Gay
remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

La nature juridique des acteurs économiques à Cuba

Au moment où une profonde réforme monétaire et sociale se met en place à Cuba et où une modification du statut des travailleurs pour « compte propre » (entrepreneur individuel) est annoncée, l'analyse de la nature juridique des différents acteurs économiques à Cuba et des activités qu'ils peuvent exercer est intéressante.

Cuba est, selon les termes de l'article 18 de la Constitution du 10 avril 2019, un système d'économie socialiste planifiée, dans lequel l'État dirige et régule l'activité économique. L'État crée et organise les entreprises étatiques avec, pour objectif, de développer des activités économiques de production et de prestation de services.

L'entreprise étatique socialiste est le sujet principal de l'économie socialiste

Le système économique de Cuba favorise les **entreprises étatiques socialistes** qui sont des entreprises publiques, dont le capital appartient à 100% à l'État. La création et l'organisation de ces entreprises sont décidées par l'État, dans le cadre du développement des activités économiques de production ou de services. Elles disposent de la personnalité morale et entrent en relations juridiques avec d'autres entités économiques nationales, rarement directement avec des entités étrangères, sauf à travers la représentation d'une entreprise cubaine, spécialisée dans cette relation avec les tiers étrangers.

A côté de ces entreprises, directement sous le contrôle de l'État, qui constituent le sujet principal de l'économie cubaine, ont été

développées d'autres figures juridiques, notamment celle des **entreprises mixtes**, dans lesquelles une entité étatique cubaine peut être associée à une entreprise étrangère, dans le cadre de la Loi sur l'investissement étranger, en prévoyant une répartition du capital entre les deux actionnaires. Ces créations interviennent dans des secteurs de priorité pour l'économie cubaine, pour permettre, généralement, l'introduction d'une technologie, d'une production, d'un savoir-faire ou d'un marché international, que l'économie cubaine n'a pas développé. Ce rapprochement peut prendre la forme de la création d'une personne morale ou d'un contrat dans lequel, chacun conserve sa personnalité propre, pour remplir un objectif commun.

La Loi 118, reprenant les principes de la première loi sur l'investissement étranger de 1995, prévoit également l'existence des **entreprises de capital 100% étranger**. Seuls les textes sur l'investissement étranger et sur la zone spéciale de Mariel, prévoient ces personnes morales sur la base des entreprises d'État, des Associations Économiques Internationales ou des entreprises au capital 100% étranger.

En l'état actuel de la législation cubaine, les nationaux cubains peuvent aussi se regrouper sous forme de **coopérative non agricole**. Le travail personnel de chacun des associés constitue le ciment de la coopérative non agricole. Il s'agit d'une personne morale n'ayant pas pour finalité de créer de la richesse ou du capital, mais d'assurer, sur un secteur autorisé (car jugé d'intérêt pour l'économie), la réalisation d'une activité à travers laquelle les associés sont rémunérés par leur travail en commun, même si des biens peuvent être apportés par des associés pour le réaliser.

Le secteur « non étatique » se développe

A côté de ces personnes morales, existent des acteurs économiques individuels qui agissent sous le statut de **travailleur pour compte propre** (« por Cuenta Propia »). Seuls les cubains qui résident à Cuba ou des étrangers qui disposent d'une résidence permanente à Cuba peuvent exercer une activité, sous ce statut. Si lors de sa création, au début des années 1990, le travailleur pour compte propre intervenait afin d'assurer l'économie familiale, son statut constitue actuellement une entreprise dans laquelle des salariés peuvent intervenir. Il

correspond désormais à une des formes de gestion non étatique les plus utilisées à Cuba et participe au nouveau modèle économique cubain qui réserve un rôle « complémentaire », mais souvent essentiel, dans l'économie cubaine, à des entrepreneurs agissant sous forme de gestion non étatique.

Ces acteurs et leurs activités doivent être autorisés par l'Etat, qu'il s'agisse de ceux prévus dans le cadre de la loi sur l'investissement étranger de la zone spéciale de Mariel, ou des formes de gestion non étatique (coopérative non agricole et travailleurs pour compte propre). Ces autorisations sont limitées dans le temps et restent soumises à un éventuel renouvellement, selon l'objectif de l'économie cubaine. L'acteur « non étatique » (ou « privé ») développe une activité dans l'intérêt de l'économie cubaine, donc de l'intérêt général. Il correspond aux principes de centralisation, de planification et de contrôle de l'économie cubaine.

En parallèle, la notion de propriété privée a été introduite dans la constitution de Cuba de 2019. Elle s'exerce sur différents biens, moyens de production, par des personnes physiques ou morales cubaines ou étrangères, dans un **rôle complémentaire à celui de l'économie nationale**. Cette introduction de la notion de propriété privée, qui caractérise un patrimoine affecté à une finalité économique, permet aujourd'hui l'utilisation de biens privés pour le développement d'activités professionnelles, souvent en dehors de toute création de personne morale, comme c'est le cas pour les travailleurs pour compte propre qui représentent, par cette seule notion, une **entreprise individuelle**.

Les statuts de ces différents acteurs économiques couvrent un large spectre de l'économie cubaine et permettent, aujourd'hui d'exercer, sous réserve de l'autorisation indispensable de l'autorité centrale ou administrative, de nombreuses activités, en dehors d'une entreprise étatique. Le nouveau modèle économique cubain permet donc, par ses évolutions successives, d'équilibrer dans une moindre mesure le poids des entreprises étatiques socialistes et celui des formes de gestion non étatique dans le développement de l'économie cubaine.

Dominique Hector
Docteur en droit / Consultoria del Caribe
hector.dominique@gmail.com

Baisse du commerce bilatéral entre la France et Cuba en 2020

Après une première année de contraction des exportations françaises vers Cuba en 2019 (-14,9%), la baisse continue en 2020 à hauteur de -31,3% pour atteindre 113,5 millions d'euros (contre 165,2 M€ en 2019 et 194,2 M€ en 2018). Bien qu'à leur plus bas niveau sur les 10 dernières années, les exportations françaises pèsent néanmoins autant dans notre commerce bilatéral en 2020 qu'en 2019 (87,7% contre 87,5%).

Les ventes de blé restent le principal poste d'exportations françaises (54,6 M€, soit 48,1% du total), toutefois en contraction de 34% (82,7 M€ en 2019), qui en font le principal facteur de la chute de nos ventes sur l'île.

Le second produit d'exportations françaises a été celui des équipements de télécommunications pour 10,3 M€ (9,1% du total, en croissance de 25,2%) achetés par l'opérateur public Etecsa.

En 3^{ème} position, on note la percée des ventes de disques (CD) enregistrés pour 4,4 M€ (en forte croissance de +341%). De la 4^{ème} à la 6^{ème} place, se trouvent les moteurs à piston (4,1 M€, nouveau poste d'exportations françaises à Cuba), les produits laitiers (lait, notamment en poudre, 3,5 M€, en hausse de 21%) et les additifs pour lubrifiants (2,6 M€, +39%). Suivent les matériels d'échafaudage et de coffrage (1,9 M€), les arômes industriels et parfums pour les industries alimentaires (1,6 M€, en chute de -64,1%), les parfums et produits cosmétiques (1,4 M€, en particulier) et les polymères pour l'industrie des pâtes (1,4 M€).

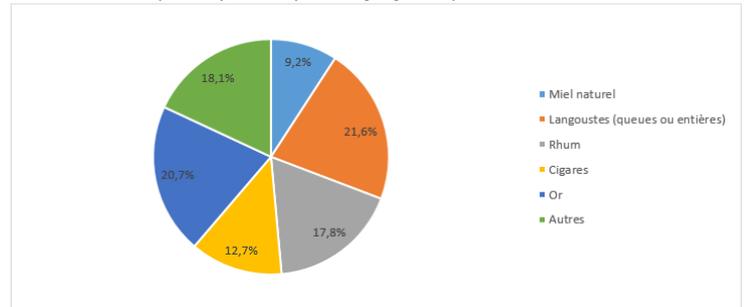
Les 10 premiers postes d'exportations représentent plus de 75% des exportations françaises totales en 2020.

Pour la troisième année consécutive, les importations françaises fléchissent (-33,8%) atteignant 15,6 millions d'euros en 2020 (contre 23,5 M€ en 2019). Les achats français à Cuba sont, eux aussi, à un niveau plancher sur les 10 dernières années.

Les langoustes (entières ou queues) sont passées, en 2020, de la 4^{ème} place à la première des importations françaises à Cuba avec 3,4 M€ (+112% et 22% du total), grâce à la forte

croissance des achats de queues de langoustes (passée de 885.000 € à 2,7 M€) l'année dernière.

Les 5 premiers postes d'importations françaises depuis Cuba en 2020

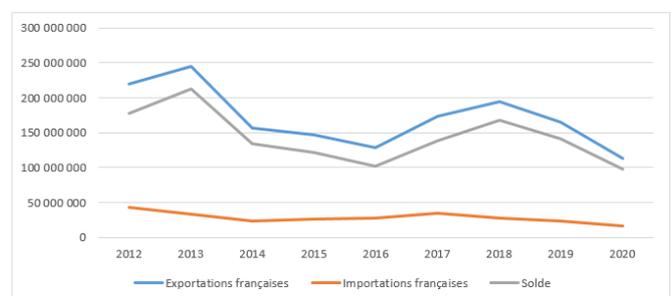


Source : Douanes Françaises

Les trois postes suivants correspondent à nos importations traditionnelles à Cuba avec respectivement l'or (3,2 M€), cependant en forte baisse (-46%), le rhum (2,7 M€, -39%) et les cigares (2 M€, -49%, dont Cuba est l'un des principaux producteurs haut de gamme au monde), contribuant à la contraction globale de nos achats cubains. Ils sont suivi par le miel (1,4 M€, en hausse de 22%).

Les exportations cubaines vers la France restent peu diversifiées, les cinq premiers postes mentionnés représentent près de 82% du total de nos importations.

Evolution des échanges bilatéraux Franco-Cubain 2012-2020 (en euros)



Source : Douanes Françaises

Les échanges bilatéraux étant particulièrement déséquilibrés au profit de la France, l'évolution du solde commercial est fortement corrélée à celle de nos exportations. Le solde commercial reste ainsi nettement positif en 2020, à 97,9 millions d'euros, même s'il connaît également une baisse de 30,9% par rapport à 2019 (141,6 M€). Les importations ont faibli plus rapidement que les exportations, à l'inverse de la tendance de la France avec le reste du monde l'année dernière.

Alexandre del Valle
alexandre.delvalle@dgtresor.gouv.fr

Le reste de l'actualité en bref

La fréquentation touristique a fortement reculé en 2020

LE CHIFFRE À RETENIR

-74,6%

Pour la fréquentation touristique

La fréquentation touristique de Cuba a chuté de **74,6% en 2020 par rapport à 2019**, d'après les chiffres officiels publiés début mars, illustrant ainsi l'impact de la pandémie sur le secteur. Moteur économique de l'île, Le tourisme représentait des recettes de près de 3 milliards USD en année « normale ». Il avait déjà entamé son recul en 2019, avec une baisse de 9,3% de la fréquentation à 4,3 millions de visiteurs. **En 2020**, dans le contexte de la crise sanitaire mondiale, **le pays n'a accueilli que 1,1 millions de touristes**, essentiellement sur les trois premiers mois de

l'année, avant la fermeture des frontières fin mars. Le Canada reste le 1^{er} émetteur (malgré une baisse de 63%). Les visiteurs en provenance d'Europe ont également enregistré un net recul, notamment la France (-72,5%) avec 46 537 visiteurs. Le marché accusant la baisse la plus importante a été les Etats-Unis (-88,3%).

Zoom sur les vaccins expérimentaux cubains

Cuba a commencé, le 8 mars, la phase trois des essais cliniques (la dernière avant approbation) de son vaccin « Soberana 02 auprès de 44.000 volontaires résidents à La Havane. De même, la campagne de tests de vaccination du second prototype « Abdala » a débuté, le 22 mars. Lors de l'étude, qui sera menée dans trois villes de l'est de l'île (Santiago, Guantanamo et Bayamo), le vaccin sera administré à 48.000 volontaires sélectionnés, âgés de 19 à 80 ans. Par ailleurs En parallèle, une étude d'intervention a été également approuvée, permettant l'inoculation du vaccin à 150.000 volontaires de la Province de La Havane. Les essais cibleront les travailleurs médicaux en première ligne, les scientifiques de l'industrie biotechnologique locale, ainsi que le personnel travaillant dans les zones à haut risque. Par ailleurs, le Venezuela a confirmé sa participation aux essais cliniques des vaccins expérimentaux cubains, avec la réception, début avril, de 60.000 doses. Les partenaires ont également signé un accord pour la production dans les laboratoires vénézuéliens du vaccin expérimental cubain Abdala. La production, estimée à 2 millions de doses par mois, devrait débuter fin août.

Cuba fait face depuis janvier à sa vague la plus virulente depuis le début de l'épidémie avec un plateau atteint autour de 1 000 cas par jours pour 89 404 cas et 487 décès au 13 avril 2021.

Nouvelles réformes dans le secteur de l'agriculture

Le gouvernement cubain a annoncé, le 13 avril dernier, des nouvelles mesures visant à encourager la production d'aliments. Le paquet de 63 mesures, dont 30 sont considérées comme « d'urgence » concerne notamment la réduction des tarifs d'électricité, l'augmentation des prix d'achat de l'Etat aux producteurs, l'autorisation de la vente, sur le marché libre, de lait, des produits dérivés et de viande bovine, la modification des prix des intrants, des réformes sur le recrutement de la main d'œuvre ainsi que la mise en place de nouvelles mesures financières et fiscales. A cette occasion, les autorités ont également annoncé le remplacement du Ministre de l'agriculture, M. Gustavo Rodriguez, par l'actuel premier Vice-Ministre, M. Ydael Pérez Brito. La sécurité alimentaire, considérée comme un sujet prioritaire à Cuba, a été au cœur des réformes engagées depuis 2008. Malgré la volonté pour accroître la production agricole et réduire les importations de produits alimentaires, les statistiques du secteur ne se sont pas particulièrement améliorées: le pays important encore près de 70% de ses besoins alimentaires.

Sailé Ruíz-Tudó
saile.ruiztudo@dgtrésor.gouv.fr

Evolution de l'inflation à Cuba

Les chocs externes, tout particulièrement la pandémie de la Covid-19, ont exacerbé la crise de liquidité que traverse Cuba. Les importations sont réduites au minimum se traduisant par des ruptures d'approvisionnement et des pénuries intensifiées, notamment sur le plan alimentaire. Dans le cadre d'un système économique centralisé, la plupart des prix – et donc l'inflation – sont fixés par les autorités cubaines. Cependant dans la pratique, une « inflation réprimée » est observée : les produits disparaissent du réseau de vente officiel pour se retrouver sur les marchés informels à des prix bien supérieurs.

Par ailleurs, **une hausse généralisée des prix fixés par l'Etat a été mise en place au 1^{er} janvier 2021** en parallèle de l'unification monétaire et d'une augmentation des salaires des employés du secteur public (en moyenne +400%). Cette hausse officielle des prix répond aux

conséquences de l'unification monétaire et cambiaire sur les entreprises publiques cubaines.

Pour ces dernières, le taux de change est passé de 1 à 24 (dévaluation) augmentant considérablement de facto les coûts de production et par effet de chaîne les prix de gros et les prix au détail.

Le phénomène d'inflation, certes prévu et anticipé, **a cependant dépassé les attentes** comme cela a été expliqué lors de diverses interventions officielles. Par ailleurs, une étude de « *Cubadebate* » (organe de presse officiel sur internet des autorités cubaines), publiée le 1^{er} mars 2021, a confirmé l'impact de l'inflation observé sur les cubains. Selon cette étude, depuis le processus d'unification monétaire, 68% des cubains expliquent ne pas pouvoir subvenir à leurs besoins, et 28% couvrir seulement une partie de leurs dépenses avec leur salaire (même revalorisé).

Alexandre del Valle & Rémi Mantet-Gay

alexandre.delvalle@dgtresor.gouv.fr, remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Le Fonds vert pour le climat approuve un projet pour la résilience des littoraux à Cuba

Le Comité du Fonds vert pour le climat a approuvé un financement à hauteur de 23,9 MUSD pour un **projet destiné à renforcer la résilience au changement climatique des communautés côtières vulnérables à Cuba**. Le gouvernement cubain apportera pour sa part un co-financement de 20,3 MUSD pour ce projet qui devrait bénéficier à 1,3 millions de personnes résidents dans 24 municipalités et 7 villages côtiers. Le projet, d'une durée de 30 ans, vise à restaurer des paysages côtiers et marins afin d'en préserver les écosystèmes de barrières naturelles (récifs coralliens, mangroves etc) face aux effets du changement climatique (et à la montée des eaux).

Sailé Ruíz-Tudó & Gaël Dias Omonte

saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr, gael.diasomonte@dgtresor.gouv.fr

Focus statistique : commerce bilatéral franco-cubain

1 – Top 5 importations (en M€)			
	2019	2020	Evolution en %
Langoustes (queues ou entières)	1 592	3 371	111,8%
Or	5 935	3 224	-45,7%
Rhum	4 524	2 769	-38,8%
Cigares	3 855	1 980	-48,6%
Miel naturel	1 171	1 431	22,2%
Total	23 561	15 590	-33,8%
2 – Top 10 exportations (en M€)			
	2019	2020	Evolution en %
Blé	82 686	54 602	-34,0%
Téléphonie et équipements de communication	8 222	10 293	25,2%
Disques enregistrés (exclus DVD)	993	4 380	341,0%
Moteurs à piston	0	4 085	N/A
Produits laitiers	2 928	3 473	18,6%
Additifs pour huiles lubrifiantes	1 869	2 584	38,2%
Matériels d'échafaudage, d'étayage ou de coffrage	4 010	1 930	-51,9%
Mélanges de substances odoriférantes pour l'industrie	4 557	1 634	-64,1%
Parfums et eaux de toilette	2 170	1 432	-34,0%
Polymères pour l'industrie des pâtes	842	1 347	59,8%
Total	165 181	113 477	-31,3%
3 – Solde commercial (en M€)			
	141 620	97 888	-30,9%

Source : Tableau élaboré par le Service Economique à partir des données des Douanes françaises.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Auteur : Service Economique de l'Ambassade de France à La Havane

Directeur de publication : Marc Legouy

Pour s'abonner : lahavane@dgtresor.gouv.fr

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de La Havane (adresser les demandes à lahavane@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.